



HAL
open science

Algérie : qui gouverne ?

Luis Martinez

► **To cite this version:**

Luis Martinez. Algérie : qui gouverne ?. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2014, pp.9. hal-03613230

HAL Id: hal-03613230

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03613230>

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ATELIERS DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE Compte rendu de la réunion du 20 mai 2014

Algérie : qui gouverne ?

Luis Martinez, directeur de recherche au CERI-SciencesPo.

Les grandes lignes :

- La présidentielle du 17 avril 2014 a suscité un débat entre les partisans et les adversaires d'un quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika.
- Pour la première fois, ce débat a opposé les groupes d'intérêt qui définissent en général les modes d'accès et de légitimation du chef de l'État.
- Les résultats électoraux ont été notoirement manipulés. En dépit de cela, la plupart de ces groupes avaient intérêt à la réélection du président sortant.
- Outre les partis de gouvernement, la centrale syndicale UGTA, la Fédération nationale du patronat, l'armée, la police ont soutenu la candidature Bouteflika.
- Cela s'explique notamment parce que, sous les mandats précédents, ces différentes institutions ont été matériellement et financièrement choyées.
- La seule opposition est venue des milieux proches de la Direction des services de renseignement et de sécurité.
- Pendant les années noires des années 1990, ces derniers ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'islamisme radical.
- Accusés d'être devenus un État dans l'État, ils font l'objet d'une tentative de reprise en mains par l'armée, sur laquelle ils exerçaient leur tutelle.
- Les partisans de la DRS font valoir que cette dernière avait réussi à repousser les djihadistes vers les frontières sahéniennes et à les y fixer.
- Ils ajoutent que l'armée n'est pas en mesure de jouer le même rôle, ce qui fait peser un risque de retour de la violence au Nord et dans le Sahara algérien.

1. L'élection présidentielle en débat

En Algérie, des groupes d'intérêt parviennent, de façon formelle ou informelle, à peser sur les décisions des institutions politiques, représentatives ou pas.

L'élection présidentielle du 17 avril 2014 a soulevé un débat original et novateur en Algérie. Pour la première fois, ont été exposées les alliances structurant le souhait ou le refus d'un quatrième mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika.

Les deux premiers mandats avaient été largement négociés en amont. Il s'agissait de définir, à partir de 1999 et pour les dix ans à venir, un leadership en Algérie après une période de violence. Il y avait, globalement, un consensus entre les syndicats, l'armée, ses services et toute une série d'autres acteurs.

Premières fissures

À partir de 2009, pour le troisième mandat, on voit apparaître les premières fissures. Des propos critiques commencent à être émis à l'intérieur même de ce groupe des soutiens traditionnels du président. Des bilans critiques des deux mandats précédents conduisent à suggérer que le chef de l'État devrait passer la main. Un général à la retraite n'hésite pas à dire qu'un troisième mandat de Bouteflika serait « le pire fléau » pour le pays. Entre 2009 et 2014, certains acteurs, à l'intérieur des groupes d'intérêt, se sont prononcés contre un quatrième mandat. L'argument le plus compréhensible a été celui de la santé du président. Ses trois mois d'absence – il était en traitement à Paris – ont soulevé un certain nombre d'interrogations. On a aussi mis en avant le fait qu'un changement de rapport de forces a eu lieu en faveur de nouveaux acteurs comme la Fédération algérienne du patronat, le haut commandement de l'armée, certains acteurs politiques.

Le débat ne se déroule pas sur la scène politique, entre partis de gouvernement et partis d'opposition. Il a lieu entre ceux qui, jusqu'à présent, définissaient les modes d'accès au pouvoir et de légitimation du président. Il atteint son paroxysme au moment d'une confrontation politique assez surprenante pour les Algériens : le secrétaire général du FLN, Amar Saadani, qui a soutenu la candidature de Bouteflika pour le quatrième mandat, déclare dans un journal algérien que l'opposition au président, c'est « l'État DRS ». Autrement dit, l'État contrôlé par le Département du renseignement et de la sécurité.

Clivage entre la présidence et les services de sécurité

Cette affirmation, par un responsable de haut rang du régime, d'un clivage entre le président et les services de sécurité fera date. Ce qui relevait jusque-là de la rumeur est publiquement confirmé. Saadani écrit que le DRS constitue un État dans l'État, qu'il contrôle tout le monde. Il dénonce les écoutes téléphoniques, la présence d'agents des renseignements dans les entreprises ou les structures communales et politiques. En réaction, ceux qui soutiennent le DRS accusent l'État de Bouteflika d'être corrompu. Ils estiment que, sans les services de renseignement, l'Algérie serait dans une situation catastrophique, parce que personne ne contrôle l'entourage du président. Dans cet entourage, accusent-ils, la corruption est généralisée, systématique, institutionnalisée.

Après les élections, on attend de savoir si le général Mohamed Mediène, dit Toufik, grand patron du DRS depuis 1991, sera poussé à prendre sa retraite. Il en a l'âge et c'est, dans le monde, l'un des responsables de service de sécurité resté le plus longtemps à son poste.

La question se pose aussi de savoir si l'élection de Bouteflika est seulement le fruit d'un scrutin truqué aux résultats douteux et non représentatifs. Officiellement, le taux de participation est de 51% des 23 millions d'inscrits. Un score de 80% en faveur du président sortant lui donnerait près de huit millions d'électeurs. Pour les observateurs les plus sérieux, cela ne tient pas debout. Le directeur de campagne d'Ali Benflis, le challenger, estime que le taux réel de participation se situe entre 25% et 30%, soit environ six millions de votants. Bouteflika aurait obtenu quelque 3,5 millions de suffrages et Benflis plus de deux millions.

2. Le soutien des groupes d'intérêts

Trois millions de votes en faveur de Bouteflika, soit 15% du corps électoral, semble un chiffre cohérent. Cela correspond à la moyenne des scores enregistrés dans la région, par exemple en Égypte ou en Tunisie. Parmi ces trois millions d'électeurs se trouvent les représentants des groupes d'intérêt. À commencer par les deux principaux partis gouvernementaux, FLN (Front de libération nationale) et RND (Rassemblement national démocratique). Le premier forme l'appareil d'État depuis l'indépendance, le second, créé en 1996, est une courroie gouvernementale. C'est la base électorale traditionnelle. S'y ajoutent une kyrielle de petits partis tels que le MPA (Mouvement populaire algérien).

L'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) a aussi appelé à voter pour Bouteflika. Puissante dans l'industrie, notamment celle des hydrocarbures, elle pèse d'un poids considérable du fait de la position stratégique qu'elle occupe dans les différents secteurs économiques de l'Algérie. Deux syndicats, l'UGTA et le Snapap (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), regroupent aussi quelque deux millions de salariés de la fonction publique, soit près d'un quart de la population active. Le second n'a pas appelé officiellement à voter pour le président sortant.

Le poids du patronat

Troisième acteur, la Fédération algérienne du patronat (FAP). Elle est longtemps restée marginale dans le dispositif politique. Depuis une dizaine d'années, elle devient un élément de légitimation de la présidence. Le débat a été vif, mais un communiqué officiel a appelé à soutenir la candidature de Bouteflika. On estime à 900 000 le nombre d'unités économiques (entreprises et commerces), dont plus de 70% ont été créées sous la présidence de Bouteflika. Ouvrir un commerce unipersonnel suffit pour être comptabilisé comme unité économique. Il n'y a environ que 250 entreprises algériennes de plus de 500 salariés. L'Agence nationale de l'investissement et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes ont favorisé cette floraison d'activités essentiellement commerciales. Cela a engendré un clientélisme très important. La plupart des membres de la FAP sont conscients de devoir leur existence à ces deux agences. Se prononcer contre le président serait suicidaire. La discrétion s'impose. Néanmoins, on a vu, pour la première fois, des

prises de position d'acteurs issus du monde économique.

Quatrième acteur, l'Association des moudjahidines a aussi clairement appelé à voter pour Bouteflika. Il ne faut pas sous-estimer les anciens combattants de la guerre de libération. C'est l'Algérie rurale, très présente dans l'organisation des communes et la vie locale. Le budget alloué à l'association est passé de 900 millions de dollars en 1999 à 2,3 milliards de dollars en 2012. L'appartenance se transmet aux familles des moudjahidines. La carte d'affiliation permet de bénéficier de nombreux avantages (licences d'importation, prix subventionnés, etc.).

Des militaires choyés

Enfin, viennent les soutiens habituels de la présidence. À l'exception de six ou sept officiers supérieurs à la retraite, l'armée est restée légitimiste. Il faut dire que jamais elle n'a été aussi choyée que sous Bouteflika. D'après les chiffres d'un organisme indépendant, le Sipri (Stockholm International Peace Research Institute), le budget de la défense est passé de 2,7 milliards de dollars en 2000 à 10,8 milliards de dollars en 2012. L'Algérie est devenue le huitième importateur d'armes au monde. En une décennie, l'armée a été dotée d'un très important outil de défense. Les casernes sont propres, confortables, climatisées, souvent équipées de piscines et de courts de tennis. Les militaires, sans être des partisans militants du président le trouvent très bien. Il ne contrôle rien. L'armée fait ce qu'elle veut.

L'Algérie est gouvernée par décrets. Le Parlement n'a plus rien à faire. Cela n'empêche pas une augmentation du salaire des députés à chaque élection présidentielle. Cette rémunération frise aujourd'hui les 300 000 dinars (2 800 euros), alors que le Smic est fixé à 18 000 dinars (170 euros). En 2014, ils ont obtenu que leur revenu soit porté à 400 000 dinars sans que le surplus figure sur les fiches de paie. C'est disproportionné par rapport à l'immense majorité des Algériens.

Les investisseurs étrangers mieux accueillis

Depuis quelques années, le discours prône un meilleur accueil des investisseurs étrangers. De plus en plus de responsables de la Fédération algérienne du patronat montent des colloques sur la fin des hydrocarbures en Algérie. Ils alertent sur le fait que, dans 15 ou 20 ans, l'Algérie n'aura plus assez d'hydrocarbures à exporter car, avec une population de 50 millions d'habitants et une multiplication du parc automobile, elle les consommera. Ils mettent en avant la nécessité de diversifier l'économie. Mais l'Algérie n'a pas été capable d'identifier les secteurs dans lesquels elle aurait pu être performante et compétitive. Elle n'a pas développé à temps la pétrochimie. Elle se contente d'offrir des niches fiscales pour des industries d'assemblage. Renault souhaitait implanter son usine près d'Alger. On l'a autorisé à le faire à Oran, une ville en déclin, abandonnée de l'Algérie, au seul motif que le président Bouteflika est de cette région. L'Algérie a davantage développé ses échanges commerciaux que ses activités industrielles. Elle est devenue un immense marché importateur. Une place est faite aux étrangers pour rattraper les retards d'infrastructures plus que pour investir dans des activités productives durables.

Une police performante

Deuxième institution de sécurité importante, la police (DGSN, Direction générale de la sécurité nationale) a vu ses effectifs passer de 50 000 à 200 000 hommes entre la fin des années 1990 et aujourd'hui. C'est un corps performant, bien équipé, très professionnel. Au regard des milliers de manifestations qui ont lieu chaque année en Algérie, il y a peu de bavures policières. Des blessés, certes, mais très peu de décès. Il y a parfois plus de policiers que de manifestants. Le salaire des policiers, qui a augmenté à deux reprises ces dernières années, vaut trois fois le SMIC. Aussi attractive que l'armée, la police soutient donc Bouteflika.

On peut y ajouter les walis (préfets), qui ont un rôle considérable dans les wilayas. Ils ont des pouvoirs de président régional. Leur budget provient souvent directement de la société nationale des hydrocarbures, la Sonatrach. Celle-ci finance des activités sociales, sportives, voire clientélistes de la wilaya.

Tous ces groupes d'intérêts peuvent être efficaces parce qu'ils ont accès à la rente pétrolière et gazière. Sans la Sonatrach, tout s'effondre. Jusqu'à présent, élection après élection, ils parviennent à s'unir pour faire élire leur candidat.

3. L'opposition des services de sécurité

Un seul groupe s'est opposé publiquement à Bouteflika : le Département du renseignement et de la sécurité (DRS). Il ne l'a pas fait directement, mais par l'intermédiaire de ses proches. Ces derniers ont fait valoir qu'un quatrième mandat serait prendre le risque d'engager l'Algérie sur une voie dangereuse. Ceux qui n'ont pas su partir à temps – le Tunisien Ben Ali, l'Égyptien Moubarak, le Libyen Kadhafi – ont provoqué le chaos chez eux. La DRS fait ainsi savoir que, pour elle, Bouteflika menace la cohésion nationale ; un quatrième mandat peut provoquer des fractures sociales et politiques ; de ce fait, on risque de voir le retour de la violence dans le pays. Cette lecture très sécuritaire ne vise pas la personne de Bouteflika, que la DRS a fait élire à trois reprises. Elle dénonce le mandat de trop, qui pourrait produire en Algérie ce que l'on a observé ailleurs. Ce débat pose la question de la manière dont le pouvoir algérien écoute ou pas les revendications de la société.

Avant le scrutin, l'équipe de campagne de Benflis avait tenté de négocier avec la présidence la possibilité de permettre au challenger accéder au second tour, afin de laisser ouverte l'éventualité d'une alternative. Ce fut un « non » catégorique. Le score de Benflis fut de 12%, soit 6% de plus qu'en 2004. De plus, on s'efforça de le discréditer, en le présentant, sur la chaîne de télévision en langue arabe, comme un buveur de vin, dont la femme s'habillerait de manière légère. Or, une large fraction de la population algérienne est salafiste, donc très rigoriste. C'était le moyen de faire comprendre que, même parmi les anciens proches du chef de l'État – Benflis a été son premier ministre – il n'y a pas de personnalité susceptible de le remplacer. Sous Bouteflika, le régime, en se fermant, s'est privé de relais dans la société.

L'énigme islamiste

Les islamistes en Algérie sont une énigme politique et sécuritaire. Depuis plus de vingt ans, on ne peut plus évaluer objectivement leur force politique. Mais on peut évaluer leur influence sociale. Dans certains milieux urbains et périurbains, on constate que, si l'armée algérienne a vaincu l'islam djihadiste dans les années 1990, si l'islam politique a été interdit, il reste un courant privé, intime, sur lequel le pouvoir n'a pas prise. L'influence des salafistes est importante. En traversant certains quartiers, à Baraki ou El Harrach, près d'Alger, on n'a pas l'impression d'être en Algérie. Il n'y a pas une femme dehors, tous les hommes ont de longues barbes. Fermés sur eux-mêmes, ces quartiers sont souvent installés sous les ponts des grandes autoroutes modernes. Les infrastructures sont là, mais ça ne change rien à la vie des gens dans les domaines de l'eau, de l'électricité, de la santé. En Égypte, jusqu'aux élections législatives, on croyait que les salafistes ne voulaient pas participer à la vie politique. Or, dès que le jeu s'est ouvert, on a vu le parti An-Nour présenter des candidats. On ne sait pas ce qu'une telle situation donnerait en Algérie. Benflis a été le seul à oser dire, pendant la campagne, qu'il faudrait peut-être penser à un nouveau parti politique islamique pour encadrer cette idéologie.

L'une des conséquences de l'opposition du DRS à un quatrième mandat a été une tentative de placer une partie des services de cette direction sous le contrôle du haut commandement militaire. Dans le schéma politique algérien les deux institutions sont clairement distinctes. C'était, en général, le DRS qui influençait l'armée. Mais, depuis dix ans, de nombreux officiers supérieurs ont été promus par le président. Il y a aujourd'hui une soixantaine de généraux. En termes de carrière ou de perception idéologique, ces derniers ne sont plus forcément sous la tutelle du DRS. Le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, peut s'opposer publiquement aux responsables de la Direction du renseignement.

Deux fautes majeures

À travers le témoignage de ses proches ou de ses anciens, le DRS a le sentiment que le président commet deux fautes majeures. La première consiste à engager l'armée algérienne dans une politique de sécurité régionale accompagnant la politique de la France au Sahel. Le DRS a toujours refusé la relation avec la France. Cette dernière, depuis quinze ans, était très mal placée en matière d'exportation de matériel militaire en Algérie, y compris dans des domaines où elle pouvait largement satisfaire les besoins algériens. Alger préférerait acheter allemand, italien, suédois plutôt que français. Cet ostracisme s'expliquerait par le fait que, durant la guerre civile, quand l'armée algérienne combattait les islamistes, la France ne l'a pas soutenue. C'est une demi-vérité. Il n'y a pas eu de soutien public, mais un soutien informel et clandestin.

La deuxième faute du président serait de mettre en péril la sécurité des infrastructures pétrolières. On peut faire plusieurs lectures de l'attaque terroriste du site pétrolier de Tiguentourine, à In Amenas en janvier 2013. L'une des explications est que, depuis une quinzaine d'années, le DRS est en charge de la sécurité du Sahel. Il n'y a pas de base de l'armée algérienne au Sud de l'Algérie, à la frontière du Mali et du Niger. L'armée était présente le long des frontières marocaine, tunisienne, libyenne et, surtout, sur la façade maritime. Dans le Sud profond, c'étaient les services de sécurité. Ces derniers, en combattant les groupes islamistes, dans les années 1990, les avaient habilement repoussés du nord vers les massifs montagneux d'abord, puis vers les villes sahariennes,

enfin vers des bases sahéliennes. Du point de vue des services de sécurité, c'était un grand succès d'avoir déplacé ces groupes vers le Nord Mali, dont même Bamako ne voulait plus s'occuper.

Mener une guerre contre ces groupes serait prendre le risque de les voir saboter les installations, kidnapper, tuer les opérateurs étrangers de l'industrie pétrolière. Les services de sécurité préféraient les délocaliser, puis les inciter à se sédentariser. Par exemple, on leur a concédé indirectement le secteur des pièces détachées de voitures abandonnées dans le Sahara, celui des pneus, celui des produits pharmaceutiques ou de revente d'un certain nombre de produits alimentaires à destination des pays du Sahel. En général, ces produits étaient contrôlés par des officiers de l'armée en poste à Tamanrasset, donnés aux services, qui les cédaient aux islamistes. L'idée était que ces derniers se fixeraient sur place, prendraient une épouse, fonderaient une famille et se livreraient au commerce plus ou moins régulier. La plupart d'entre eux sont ainsi devenus des trafiquants, certains notoires. Indirectement, les services de sécurité ont ainsi acheté Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique), Ansar ad-Dine et autres groupes djihadistes. Ils les entretenaient à l'aide d'activités indirectes alors que la Libye de Kadhafi les payait directement.

Le sénateur et les djihadistes

La récupération, par les forces spéciales françaises, des téléphones portables des combattants d'Aqmi, dans le nord du Mali, a permis de constater qu'une grande partie des appels allaient vers Tamanrasset. On a découvert que le destinataire principal était un sénateur algérien. Dans les années 1990, avant d'être élu, il avait été arrêté pour différents trafics. Emprisonné à Alger pendant deux ans, il avait côtoyé en détention une bonne partie des groupes islamistes d'alors. Dix ans après, ils sont devenus ses interlocuteurs, eux étant dans le Sahel, lui à Tamanrasset. Ce sénateur avait appelé à la non-intervention française au Mali. C'était un homme de main des services. Ils l'avaient placé là pour faire le lien avec des islamistes qu'il connaissait depuis leur jeunesse. Ces derniers ont aujourd'hui 40 ans et sont plus attirés par le commerce que par le djihad. Il y a beaucoup de réseaux de ce type.

Avec leurs réseaux, estimés à quelques dizaines de milliers de personnes dans la région, les services étaient bien informés des tentatives et manœuvres des uns et des autres. L'attaque d'In Amenas s'est produite une semaine après le début de l'opération Serval, au moment où le président algérien et le haut commandement militaire commençaient à vouloir affaiblir le DRS dans le dispositif de sécurité. L'intervention française au Mali était annoncée depuis des mois par François Hollande. Quand l'attaque d'In Amenas s'est produite, par un hasard incroyable, aucun service de sécurité n'a pu informer les autorités du fait que, sur 700 kilomètres, des véhicules étaient en train de progresser vers la base pétrolière. Une des hypothèses est que les services de sécurité ont dit aux militaires : « Vous voulez assumer la sécurité du Sahara et du Sahel pour lutter contre les islamistes en partenariat avec la France. Allez-y ! On vous laisse faire. » Premier résultat : In Amenas. L'armée n'est pas adaptée à ce type de travail. Elle n'a pas les éléments humains qui lui permettent d'obtenir les informations indispensables. Dans cette logique, plus l'activité de prévention du terrorisme du DRS se réduira, plus le terrorisme devrait ressurgir en Algérie. On constate déjà que, depuis quelques mois, la violence terroriste revient dans le nord du pays. C'est très inquiétant. Cela devrait conduire, tôt ou tard, à réintégrer ce service dans l'appareil d'État.

Manne pétrolière

Il n'existe pas d'information précise sur les effectifs de la DRS, ni sur son budget. Cependant, on peut penser qu'une structure d'État, leader dans les groupes d'intérêt depuis vingt ans, qui n'a de comptes à rendre ni au président ni au haut commandement militaire et qui a des entrées à la Sonatrach, dispose d'un budget important. Il n'y a pas un groupe d'intérêt qui ne prélève sa dime sur la compagnie pétrolière d'État. Si l'UGTA n'obtient pas d'elle, indirectement, un certain nombre d'avantages, le personnel de la Sonatrach la paralyse par des grèves. L'armée puise directement ses ressources dans la fiscalité pétrolière. Les moyens des agences d'État qui financent la création et le développement des entreprises viennent indirectement de la même source. Dans un contexte aussi prédateur, il est incroyable que la Sonatrach continue à vivre et à prospérer.

De l'argent pour éteindre les contestations

Il y a 70% de moins de trente ans en Algérie et le pays a connu environ 3 000 émeutes en 2013. Les islamistes ne sont pas les seuls à manifester. Jusqu'à quel point ces révoltes sociales peuvent-elles se traduire en contestation politique et déboucher sur une révolution ? Pour l'instant, les émeutiers n'ont pas le soutien d'un seul acteur institutionnel. En Tunisie, l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), c'est à dire le principal syndicat officiel, a pris le parti des protestataires. En Libye, la moitié de l'armée s'est rangée du côté des émeutiers, l'autre est sortie des casernes. Il ne restait, pour défendre le régime, que les forces paramilitaires, qui ont été détruites par l'OTAN. En Egypte, la pression sur l'état-major a été telle que Moubarak a dû partir. En Algérie, le seul acteur qui pourrait être amené à soutenir les contestataires, c'est les services de sécurité. Il n'y ont pas intérêt, d'autant qu'ils ont gagné en crédibilité ces vingt dernières années. Après les attentats du 11 septembre, les responsables du DRS étaient invités dans toutes les capitales occidentales en raison de leur expertise sur l'islamisme et l'antiterrorisme. Même les partis historiques d'opposition, comme le FFS (Front des forces socialistes), ne soutiennent pas ces révoltes. Chaque fois qu'il y a une flambée sociale dans un secteur donné, trois mois après, le ministre en charge accepte en général les revendications. Les salaires sont augmentés, parfois rétroactivement sur plusieurs années. On a chiffré la réponse financière du gouvernement aux revendications sociales à 62 milliards de dollars entre 2011 et 2013. C'est le prix payé pour éteindre les contestations.

Derrière le déploiement de l'armée dans le Sud il y a une tentative de mettre sous tutelle les ressources que le DRS avait accumulées dans sa gestion non contrôlée du Sahara et du Sahel. La suprématie des services de sécurité en Algérie est liée à la période de violences islamistes des années 1991 à 2011. Il y a, aujourd'hui, une volonté d'en revenir à la situation qui prévalait sous Boumédiène, dans les années 1970, où le président et l'armée dominaient les institutions de l'État.

Affaires de corruption

Au lendemain du retour de Bouteflika à Alger, en septembre 2013, après ses trois mois à Paris, un décret non publié a enlevé au DRS les prérogatives qu'il avait en matière de police judiciaire. Les affaires de corruption concernant des proches du président ont été placées dans un nouveau service, sous commandement de l'armée, c'est à dire de Gaïd Salah, proche de Bouteflika. Toutes les enquêtes en cours sont court-circuitées. L'ancien

ministre des transports, responsable de l'appel d'offres de l'autoroute est-ouest, dont on estime les pots de vin à plus de 200 millions de dollars, s'est trouvé impliqué ; il a disparu du paysage politique et médiatique.

L'élection de Bouteflika ne résout aucun des problèmes que la région a soulevés : une représentation plus grande, plus forte des populations dans les institutions politiques. C'était l'aspiration des révoltes arabes. L'autre question non résolue est celle de la succession. On ne voit pas quel compromis permettrait de trouver le candidat permettant de repartir sur une gestion politique de l'État algérien avec un soutien social suffisamment ancré dans le pays profond. Quelque 70% des Algériens et des Algériennes vivent avec moins de 250 euros par mois et 70% du budget d'une famille sont consacrés à l'alimentation. L'Algérie est riche, mais sa population ne le voit pas. Dans dix ou vingt ans, elle atteindra les 50 millions d'habitants. Il y aura alors un vrai problème de stabilité d'un État majeur au sud de la Méditerranée. Dans cette échelle de temps, on ne voit pas comment ses dirigeants pourront le développer durablement et en faire un pays émergent.